camarades socialistes,

En juillet 1956, les délégués au XIVe Congrès du Parti Communiste Français avaient adopté une «ADRESSE A LEURS CA¬MARADES SOCIALISTES ».
Tirant argument du fait que les élections du 2 janvier avaient donné la majorité aux partis de gauche et permis la constitution d'un gouvernement à direction socialiste, nous disions alors qu'en unissant leurs efforts sur un programme commun, nos deux partis pourraient répondre aux besoins et aux aspirations de la classe ouvrière et des masses laborieuses.
Nous estimions l'unité d'action possible en raison de nos aspirations communes au socialisme et de points de vue communs ou proches sur les grands problèmes politiques du moment.

AUJOURD'HUI, tandis que notre pays connaît un régime lourd de menaces, l'union de nos forces au second tour des élections a permis de battre de nombreux candidats du pouvoir personnel et de la réaction. Le maintien et le renforcement de cette union sont plus indispensables que jamais pour faire échec aux entreprises de ce pouvoir.
Nous nous sommes réjouis des résolutions récentes de vos organismes responsables, Conseil national, groupe parlementaire, parce que nous y avons vu réaffirmées les bases rendant possible notre unité d'action.
On trouvera dans notre adresse de 1956 un passage soulignant la possibilité de trouver dès ce moment-là les moyens et les formes permettant d'aboutir à un cessez-le-feu en vue de la paix en Algérie. Il est bien évident que si les partis démocratiques étaient parvenus à cet objectif, bien des malheurs auraient été épargnés à la France, car on ne saurait oublier que le régime de pouvoir personnel eut pour origine le coup de force du 13 mai 1958. Et rien ne saurait faire oublier que ce régime a fait la guerre d'Algérie plus longtemps que tous les gouvernements précédents pris ensemble.
L'expérience du passé et la situation présente nous commandent de mettre tout en œuvre afin d'écarter ce qui peut diviser pour ne retenir que ce qui unit. C'est la préoccupation dominante qui s'est exprimée au cours de la dernière session du Comité Central du Parti Communiste Français. C'est la même préoccupation qui est à l'origine de la réédition de l'adresse des délégués de notre XIVe Congrès aux camarades socialistes.

ADRESSE

Chers Camarades,
BEAUCOUP de questions se posent au mouvement ouvrier sous une forme nouvelle à la suite des modifications survenues dans la situation internationale, comme résultat de la Deuxième Guerre mondiale. Le socialisme est devenu un système mondial, les peuples coloniaux s'affranchissent, des centaines de millions d'hommes et de femmes sont entrés dans le combat pour assurer la paix ; les idées du socialisme s'imposent à l'esprit de millions d'hommes des pays capitalistes.
En conséquence, les guerres, ces carnages qui coûtent aux peuples tant de sang, de larmes, de ruines, ne sont plus inévitables. Il est devenu possible d'assurer la paix entre les peuples. Des voies diverses et pacifiques s'ouvrent devant les travailleurs des pays capitalistes pour la marche au socialisme.
Dans notre pays, l'action de la classe ouvrière et du peuple en faveur de la paix et de l'indépendance nationale, des intérêts vitaux des travailleurs, a déjà provoqué un certain changement dans l'orientation de la politique française.
Les élections du 2 janvier ont marqué un net glissement à gauche ; elles ont permis que soit constitué un gouvernement dirigé par un socialiste. Des actes heureux pour les travailleurs et le pays ont été rendus possibles grâce au soutien du puissant groupe communiste à l'Assemblée nationale (Fonds vieillesse, congés payés, zones de salaires, mesures en faveur de l'enseignement, pas en avant dans la détente internationale par l'amélioration des rapports franco-soviétiques, rapports nouveaux, basés sur la reconnaissance de l'indépendance nationale, avec les peuples de Tunisie et du Maroc).

NOUS pourrions faire plus, beaucoup plus, chers camarades socialistes, si nos deux partis unissaient leurs efforts sur un programme commun.
Rappelez-vous les bienfaits de l'unité d'action entre nos deux partis et du Front populaire dans les années 1934-1936.
Rappelez-vous les importantes réalisations au lendemain de la Libération quand nos partis étaient unis.
Par contre, vous et nous, comme l'ensemble des travailleurs, ressentons les méfaits de la division, qui ne profite qu'à la réaction et qui a pesé si lourdement sur le mouvement ouvrier français avant 1934, pendant la crise économique qui frappait les travailleurs, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale et depuis 1947.
Ces constatations amènent les travailleurs socialistes et communistes à souhaiter ardemment le rapprochement des deux partis, afin qu'ils recherchent les moyens de travailler en commun à faire avancer le progrès social, à garantir la paix, à assurer un avenir de grandeur nationale, à préparer l'avènement du socialisme.

L'UNITE D'ACTION EST POSSIBLE

CETTE unité d'action, nous la considérons, pour notre part, non seulement nécessaire, mais possible.

Les positions de nos deux partis se sont rapprochées sur de nombreuses questions, dans la dernière période : revendications économiques, laïcité, interdiction des armes atomiques, réduction des armements, coexistence pacifique entre tous les pays, quel que soit leur régime social.

NOUS la considérons possible du fait même que les travailleurs socialistes et communistes ont des aspirations communes au socialisme, même si des divergences subsistent entre eux sur les voies et moyens.

Ces aspirations sont même inscrites en toutes lettres dans les statuts et programmes de nos deux partis.

Communistes et socialistes, nous affirmons que, seule, l'appropriation collective des richesses naturelles et des moyens de production et d'échange abolira les classes sociales et, par conséquent, supprimera l'exploitation d'une classe par une autre.

Communistes et socialistes affirment que c'est à la classe ouvrière qu'incombe la mission de substituer à la propriété privée capitaliste des moyens de production la propriété collective, socialiste.

Le Parti Socialiste indique en effet, dans la Déclaration de Principes, adoptée au Congrès de 1946 : « Cette transformation ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Le Parti Communiste considère que la transformation de la société capitaliste en société socialiste est conditionnée par l'existence d'un parti révolutionnaire condamnant la conciliation avec la bourgeoisie. De son côté, le Parti Socialiste affirme, dans sa même Déclaration de Principes, que : « Le Parti Socialiste a toujours été et continue d'être un parti de lutte de classes, fondé sur l'organisation du monde du travail. »

Ainsi, nos deux partis se déclarent des partis de lutte de classes, dont le but est l'instauration du socialisme.

Communistes et socialistes, nous affirmons aussi que, quels que soient les moyens pour atteindre ce but, le chemin passera par la révolution sociale qui substituera la propriété collective à la propriété privée capitaliste.

L'article premier des statuts du Parti Socialiste stipule qu'il est un «parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ».

LA société communiste est donc envisagée dans les statuts du Parti Socialiste, comme elle est affirmée dans le programme du Parti Communiste.

Le Parti Communiste affirme que le peuple s'efforcera d'utiliser les institutions parlementaires pour la transformation du système social. Il n'oublie pas, toutefois, que, du fait de la résistance de la bourgeoisie, les

formes de lutte peuvent n'être pas toujours pacifiques. Le choix entre les moyens pacifiques et les moyens de force pour l'abolition de la dictature du capital ne dépend pas de la classe ouvrière, mais de l'acharnement de la bourgeoisie réactionnaire à maintenir un passé révolu.

Dans une conférence prononcée à Strasbourg, en 1951, le Secrétaire du Parti Socialiste déclarait :

«C'est vrai que nous envisageons une dictature du prolétariat. Il se peut que ce jour-là (après la prise de pouvoir politique), les minoritaires que seront les profiteurs de leur puissance, de leur force, se rebellent contre la volonté de la majorité. Alors, n'hésitez pas! Que le prolétariat, pendant le temps nécessaire à la transformation économique et sociale. au nom de la majorité préalablement affirmée, assure pendant le temps voulu sa dictature au nom de la majorité. »

Communistes et socialistes, nous nous déclarons partisans des libertés démocratiques.

La Déclaration de Principes du Parti Socialiste indique :

«Toutes les formes de la liberté sont indissolubles les unes des autres. Il n'y a pas de citoyen libre si le travail n'est pas affranchi. Il n'y a pas d'émancipation du travail si la cité n'est pas libre. Les libertés démocratiques étendues et développées sont à la fois l'élément nécessaire de tout régime socialiste et le moyen d'assurer au prolétariat, au sein même du régime capitaliste, les réformes progressives qui améliorent sa condition et accroissent sa capacité révolutionnaire. »

LE Parti Communiste Français considère que les libertés démocratiques étendues et développées au sein même du régime capitaliste accroissent la capacité révolutionnaire du prolétariat, c'est pourquoi il est le défenseur ardent des libertés démocratiques.

Nos deux partis affirment leur attachement à la liberté de conscience, à la laïcité de l'école et de l'Et.at.

Nos deux partis s'affirment internationalistes. Le Parti Communiste est profondément attaché à l'internationalisme prolétarien qui ne contredit pas mais, au contraire, suppose une politique d'indépendance et de grandeur nationales.

La Déclaration de Principes du Parti Socialiste affirme qu'il « est un parti à la fois national et international ».

Les intérêts de tous les travailleurs sont solidaires. Le Parti Communiste a toujours proclamé sa profonde amitié pour les peuples de l'Union Soviétique, qui, les premiers, ont brisé le pouvoir du capital, construit le socialisme et marchent allègrement vers le communisme. Il affirme sa solidarité avec les peuples coloniaux et dépendants en lutte pour leurs droits à gérer démocratiquement et en toute indépendance leurs affaires ; il exprime sa solidarité avec tous les travailleurs du monde. C'est pourquoi le Parti Communiste s'est grandement réjoui des rapports directs établis entre le Parti Socialiste S.F.I.O. et le Parti Communiste de l'Union Soviétique.

C'est la réalisation, non seulement du désir des communistes, mais de Léon Blum lui-même qui écrivait en 1945 :
« S'il est difficile en l'état présent du monde, de concevoir l'unité organique autrement que sur le plan international, il est impossible de concevoir l'internationale en dehors de la Russie Soviétique. Ce n'est pas ici une difficulté que j'oppose, c'est un espoir que je propose. »
Ainsi, chers camarades, sur les questions fondamentales nous avons des aspirations communes.

L'UNITE D'ACTION EST NECESSAIRE

CEPENDAN'I', interrogeons-nous. Comment parvenir à la réalisation de nos aspirations communes sans surmonter la division de nos rangs ?
Et comment surmonter la division de nos rangs si, dès maintenant, sur les questions qui nous rapprochent, nous ne faisons pas les premiers pas ensemble ?
Toutes les conditions objectives de victoire se présentent à nous, y compris le désir profond du peuple de France de voir s'opérer des changements. Une condition essentielle manque cependant : l'unité des rangs de la classe ouvrière.
Camarades socialistes, vous le savez comme nous, les travailleurs ne peuvent mener leurs luttes revendicatives avec succès que s'ils sont unis comme les cinq doigts de la main devant le patronat.
Vous savez comme nous, par expérience, que, pour défendre la paix, l'union et l'action des travailleurs, de tous les simples gens partisans de la paix, sont nécessaires afin d'imprimer un autre cours à la politique extérieure de la France.
Et pour parvenir au socialisme, camarades, il faudra une unité plus solide encore des rangs de la classe ouvrière, alliée à la paysannerie laborieuse, aux larges couches d'intellectuels progressistes.
Le Parti Communiste a toujours considéré comme indispensable l'unité d'action entre nos deux partis.
Cette unité d'action est la base du rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques. Elle devient une exigence des travailleurs.
« L'unité s'accomplira nécessairement tôt au tard », écrivait Léon Blum en 1945.

POUR LA REALISATION D'UN PROGRAMME SOCIAL QUI NOUS EST COMMUN

Chers Camarades,

LA vie dicte impérieusement la nécessité des contacts, de la coopération organisée entre communistes et socialistes, tout comme elle fournit des possibilités sans précédent à l'unité d'action.
II est incontestable qu'un gouvernement s'appuyant sur le front unique de la classe ouvrière, réalisant autour d'elle un large et nouveau front populaire, permettrait la réalisation d'un vaste programme social, démocratique, pacifique, préparerait la voie à la réalisation de nos aspirations communes : le socialisme.
Dans l'immédiat, il permettrait la réalisation d'un programme social qui nous est commun :
L'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti, la suppression des abattements de zones de salaires, la parité des salaires des ouvriers agricoles avec ceux de l'industrie et du commerce, l'application du statut de la fonction publique, l'amélioration du système de la Sécurité sociale, la construction de 300.000 logements par an, la réforme démocratique de la fiscalité.
Le groupe communiste et le groupe socialiste ont souvent déposé des propositions parlementaires coïncidant ou allant dans le même sens. Puisque les bulletins de vote de nos groupes parlementaires se mêlent à l'Assemblée nationale, pourquoi ne faciliterions-nous pas leur tâche en agissant en commun dans le pays ?
Nous avons pris les mêmes engagements au moment de la campagne électorale du 2 janvier, pour le rétablissement de la laïcité et l'accomplissement d'une réforme démocratique de l'enseignement. L'abrogation des lois Marie-Barangé et la proposition d'un recrutement massif d'enseignants, et la construction indispensable de nouveaux locaux scolaires, pourraient faire l'objet de démarches communes à l'Assemblée nationale.
Nous pourrions lutter efficacement ensemble pour. la défense des libertés démocratiques et contre les agissements des factieux. Ce qui a été réalisé avec succès en de si nombreuses occasions contre les trublions poujadistes deviendrait une pratique générale.
Nous pourrions, ensemble, lutter pour assurer un avenir de bonheur à la jeunesse de notre pays.
Nous pourrions, ensemble, pratiquer une politique rejetant le colonialisme et créant les conditions de relations nouvelles entre la France et les pays soumis jusqu'ici au colonialisme.
Nous pourrions, ensemble, pratiquer une politique de désarmement, pour la destruction des armes atomiques, l'interdiction de leur fabrication, l'arrêt des expériences nucléaires, l'utilisation de l'énergie

atomique à des fins pacifiques. Ce serait une importante contribution à la détente internationale.

NOUS POURRIONS ABOUTIR AU CESSEZ-LE-FEU EN ALGERIE

SUR la douloureuse question de l'Algérie, nous pouvons trouver les moyens et les formes qui permettraient d'aboutir à un cessez-le-feu, à une paix rapide par la négociation immédiate.

Le récent Congrès de Lille de votre Parti a rappelé, dans sa motion sur l'Algérie, que la politique du Parti Socialiste au sujet de l'Algérie avait pour objectif de rétablir la paix, de négocier avec les interlocuteurs algériens, sur un plan de stricte égalité, un nouveau statut de l'Algérie, en reconnaissant la personnalité algérienne.

Votre Congrès s'est également prononcé pour la création d'une Algérie nouvelle.

Une solution pourrait être trouvée, qui donnerait satisfaction aux revendications légitimes du peuple algérien et permettrait de réaliser une libre association sur la base de l'égalité entre la France et l'Algérie.

Dans ces conditions, si les ultra-colonialistes osaient se dresser contre le gouvernement, ils trouveraient devant eux le Parti Communiste, le Parti Socialiste, tous leurs militants unis, soutenus par l'immense majorité du peuple et, en premier lieu, les centaines de milliers de jeunes Français, actuellement sacrifiés aux intérêts colonialistes, les centaines de milliers de mères, épouses, fiancées qui ont voté à gauche, le 2 janvier, pour obtenir le retour des êtres chers.

Avec l'union de nos deux partis, l'enthousiasme grandirait considérablement dans l'ensemble de la classe ouvrière et l'immense majorité du peuple.

POUR LA PAIX, LE PROGRES SOCIAL ET LE SOCIALISME

C’EST avec la plus grande confiance que nous nous adressons aujourd'hui à vous, camarades socialistes, frères d'espérance.

Nous savons bien que beaucoup de choses nous séparent encore. Celles qui nous unissent sont pourtant beaucoup plus grandes. La nécessité et la possibilité d'union ressortent du but même que nous nous sommes fixés les uns et les autres : l'avènement du socialisme. Elles surgissent constamment du combat permanent que nous avons à mener contre les forces réactionnaires.

C'est un appel à l'union du Parti Communiste et du Parti Socialiste qui monte des usines, des mines, des chantiers, des magasins, des bureaux, des champs, des universités. C'est le testament de nos grands et glorieux disparus dans les luttes ouvrières, dans les combats de la Résistance et de la Libération. C'est la demande expresse de notre jeunesse, de nos

enfants qui, grâce à notre union, pourront grandir dans la société dont rêvaient les pionniers du socialisme.

N'attendons pas davantage pour répondre à ces appels. Chaque jour, chaque heure compte pour nous préparer aux grandes actions qui transformeront la vie des travailleurs de France.

Que nos deux partis s'attellent ensemble. Ainsi, la classe ouvrière de notre pays sera à la hauteur de la mission qui l'attend : assurer la paix, faire avancer le progrès social, guider la France vers le socialisme.

Le Havre, le 21 juillet 1956.

Les délégués du XlVe Congrès du Parti Communiste Français.

P. P.I. — Paris